



EN SUBSTANCE PAR ERIC SCHEIDEGGER

L'îlot suisse de cherté, un sujet plus que jamais d'actualité

En avril dernier, le franc a franchi la barre « magique » de 1,20 pour un euro, le taux plancher défendu par la Banque nationale pendant des années jusqu'au 15 janvier 2015. La précédente appréciation de la monnaie unique a bénéficié d'une grande attention médiatique : alors que certains y voyaient le reflet d'une évolution conjoncturelle favorable dans la zone euro, d'autres craignaient déjà que l'affaiblissement du franc entraîne une hausse des prix à l'importation. Des protestations se sont rapidement fait entendre : les vacances en Europe allaient renchérir, tout comme les courses effectuées de l'autre côté de la frontière. Force est de constater que l'îlot suisse de cherté reste d'une actualité brûlante et que le relatif affaiblissement du franc ne fait que raviver ce vieux débat.

Comment cet îlot a-t-il pu se former ? Pour l'expliquer, il faut remonter aux années nonante : la création du marché intérieur au sein de l'UE – et de l'Espace économique européen (EEE) – a fait naître l'espoir que la participation de la Suisse renforcerait la compétitivité à l'intérieur du pays. L'adhésion de la Suisse à l'EEE aurait consolidé le principe de la loi du prix unique, exerçant ainsi une pression sur les étiquettes. En simplifiant le propos, on peut affirmer que sur un marché intérieur, les prix des biens homogènes (hors coûts de transport) sont censés converger. La raison réside dans le fait que, si les écarts sont trop importants, ils peuvent être éliminés au moyen d'arbitrages et d'importations directes en provenance des marchés les moins chers.

Cependant, le rapprochement des prix entre la Suisse et l'UE n'a jamais eu lieu. Au contraire : les différences n'ont jamais été aussi manifestes qu'après l'introduction de la monnaie unique européenne au début des années 2000. Or, ces différences persistent. En 2016, les prix des biens de consommation en Suisse étaient de 58 % supérieurs à ceux de l'UE15. Les écarts sont toutefois moins prononcés pour les biens échangeables que pour les services non échangeables ou sur les marchés réglementés. De plus, on observe d'importantes disparités entre les pays de l'UE. Il n'empêche, les consommateurs suisses se plaignent de grandes différences de prix, ce qui alimente le débat sur l'îlot de cherté.

La réglementation mise en cause

Le Conseil fédéral a déjà expliqué les différentes causes des divergences de prix en 2005 dans son rapport sur la lutte contre l'îlot suisse de cherté en se référant principalement au niveau élevé des salaires, mais aussi aux domaines gérés ou influencés par l'État, comme les denrées alimentaires, les services hospitaliers, l'énergie, l'eau et le logement. En d'autres termes, il fallait agir au niveau des politiques agricole, de la santé et de l'approvisionnement. L'aménagement du territoire et le droit de la construction et de l'environnement étaient aussi concernés.

Onze ans plus tard, le Conseil fédéral a confirmé son analyse dans un nouveau rapport. Il propose différentes mesures pour faciliter l'importation de produits meilleur marché. Y figurent notamment la suppression des droits de douane industriels et la simplification des prescriptions en matière de déclaration et des procédures d'autorisation. Ces mesures agissent directement sur les entraves créées par l'État à la concurrence à l'importation. Les importations parallèles seraient ainsi facilitées et le « supplément suisse » ajouté par les fabricants étrangers serait limité. L'adaptation de la protection douanière des produits agricoles et des denrées alimentaires constituerait un autre levier important. Sans surprise, ces mesures sont combattues par le lobby agricole.

La plupart des approches évoquées, qui agissent directement à la source du problème, sont difficiles à faire passer sur le plan politique, ce qui explique la permanence du débat sur l'îlot suisse de cherté. Tant que la réglementation étatique empêchera les importations parallèles, les entreprises seront tentées de profiter du pouvoir d'achat particulièrement élevé des consommateurs suisses et de leur propension à payer davantage.

Eric Scheidegger est chef de la Direction de la politique économique,
Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne
eric.scheidegger@seco.admin.ch